

La **voiture électrique** est-elle la solution aux problèmes de pollution et de dépenses énergétiques ? L'engouement récent manifesté lors du dernier salon automobile de Paris repose la question mais la réponse est complexe et pas totalement satisfaisante.

D'abord, le développement de cette voiture, en France, « **exigerait une nouvelle centrale nucléaire** » (voire **deux** si l'on atteint les 1,4 millions de véhicules électriques en 2020, contre moins de 10.000 aujourd'hui), comme le titre le journal «

### **Les Echos**

» du vendredi 26 décembre 2008. Est-ce forcément la meilleure solution quand on apprend, dans le même temps, que les réserves d'uranium nécessaires au fonctionnement des centrales sont limitées à une trentaine d'années alors que la demande de cette matière première se fait de plus en plus pressante ? Sans doute vaudrait-il mieux veiller à mieux utiliser l'électricité quotidiennement produite, par une politique d'économies plus volontariste et efficace, pour permettre de « digérer » l'arrivée sur la place des voitures électriques.

D'autre part, il faudrait accélérer en France la recherche sur les batteries des voitures électriques car le lithium utilisé actuellement est lui aussi une ressource limitée et non-renouvelable.

## Voiture électrique.

Écrit par Jean-Philippe

Samedi, 27 Décembre 2008 00:00

---

De plus, les entreprises automobiles françaises ont accumulé un certain retard en ce domaine des énergies non-pétrolières, au risque de se voir dépasser par des entreprises des pays émergents comme la Chine ou l'Inde.

Un autre souci se fait jour : le fait que les entreprises automobiles françaises soient de plus en plus aux mains d'actionnaires pour qui le profit compte parfois plus que les moyens et les délais nécessaires pour le pérenniser... La recherche risque d'être alors gênée par cette politique de court terme qui, en définitive et conjuguée à l'inadaptation aux nouvelles conditions énergétiques et économiques, a entraîné la perte des géants états-uniens comme General Motors...

A moins que l'Etat, en échange d'aides et de facilités pour l'industrie automobile française, pose ses conditions et garantisse le long terme. Le fait qu'il soit, par exemple, actionnaire de Renault pourrait aider à cette politique et favoriser une stratégie d'ensemble, en particulier sur la recherche, la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (en reliant cela, d'ailleurs, aux perspectives ébauchées par le Grenelle de l'environnement), la relocalisation des unités de recherche et de production en France, etc. En somme, d'une pierre deux coups (au moins...).

